

MOUSSA TOUATI MENACE :

«Nous sortirons dans la rue !»

Moussa Touati a menacé, hier, de sortir dans les rues de la capitale si les autorités ne lui accordaient pas la salle Harcha-Hacène pour y tenir son dernier meeting de campagne. Le secrétaire général du Front national algérien exige également que ses représentants dans les bureaux de vote soient rétribués par le Trésor public.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - C'est un Moussa Touati très irrité qui s'est présenté, hier, face aux représentants des médias.

Le candidat à l'élection présidentielle a vivement dénoncé la décision des autorités de le priver de la salle Harcha, demain, dernier jour de campagne électorale.

Selon Moussa Touati, cette salle lui revient de droit puisqu'elle lui a été réservée conformément au tirage au sort organisé par la Commission politique nationale de surveillance de l'élection présidentielle.

«Aujourd'hui, on nous exige de payer la somme de 76,5 millions de centimes pour obtenir cet

espace. Nous refusons totalement. Nous sommes prêts à faire notre meeting à l'extérieur et à envahir la rue. Nous bloquerons la ville s'il le faut. Et si les forces de l'ordre interviennent pour nous réprimer, eh bien cela voudra dire que le pays est entre les mains d'une dictature», a menacé Moussa Touati.

Cet énième dépassement, a-t-il été signalé à la commission Teguija ?

«Mais il n'y a pas de Commission de surveillance. Non, elle n'existe pas ! Qu'avons-nous à attendre d'une personne (Mohamed Teguija) qui nous conseille de déchirer les affiches du candidat de l'argent et du pouvoir (Abdelaziz Bouteflika)

pour coller les nôtres ? Je n'ai pas une imprimerie qui tourne 24 heures sur 24 spécialement pour moi», a lancé le secrétaire général du FNA, visiblement ulcéré par les agissements des membres de cette commission.

Autre exigence de Touati : la prise en charge par l'Etat des indemnités des personnes chargées de le représenter le jour du scrutin.

«Je viens juste d'adresser une correspondance officielle au Premier ministre, qui est également président de la Commission d'organisation des élections. Je lui ai annoncé notre incapacité à rétribuer le personnel chargé de me représenter dans les bureaux de vote. Nous ne disposons pas

des 4,5 milliards de centimes nécessaires à cette opération (une prime de 1 000 dinars pour 45 000 personnes)», a-t-il expliqué.

Pour faire pression, Moussa Touati met en avant l'argument de la transparence.

«S'ils veulent un scrutin libre et transparent, ils devront payer. Nous, nous n'avons pas les moyens de le faire».

Quant au taux de participation, le patron du FNA est formel : il ne saurait dépasser les 40%.

«D'après nos estimations, nous pensons que le taux de participation ne dépassera pas les 40%», prédit Touati qui annonce également une élection à deux tours.

T. H.



Moussa Touati, président du FNA.

Photo : Samir Sid

BOUTEFLIKA À ANNABA ET EL-TARF

Fin de campagne «silencieuse» à l'intérieur du pays

Abdelaziz Bouteflika a clôturé, hier samedi, sa série de sorties dans les wilayas de l'intérieur du pays pour mener sa campagne électorale, en se rendant successivement à Annaba et El-Tarf. Deux autres haltes où le président-candidat se contentera des seuls «bains de foule», comme cela a été le cas vendredi à Mascara et Saïda puis jeudi à Constantine et Skikda.

De notre envoyé spécial à Annaba et El-Tarf, Kamel Amarni

Le dernier meeting de Bouteflika remonte à mercredi dernier à Médéa.

«Il a préféré se concentrer sur le dernier meeting de lundi prochain à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf à Alger, qui va être un véritable discours programme», explique une personne

proche du président. Pour cette dernière sortie avant le grand show de lundi, que Abdeslem Bouchouareb prépare personnellement depuis jeudi dernier, Bouteflika avait tenu à recevoir l'ensemble des journalistes et des représentants des médias qui ont assuré la couverture médiatique de sa campagne depuis le 19 mars dernier. Cela a eu lieu à l'aéroport de Annaba

avant que la délégation ne regagne Alger.

Après avoir salué les présents, et profitant de l'occasion de «l'éclatement du protocole» qu'offrait la séance de prise de photos, une consœur demandera à Bouteflika ce qu'il pensait de cette même couverture médiatique.

Ce à quoi il répondra : «A dire vrai, je n'ai pas eu vraiment le temps de lire la presse, ni écouter la radio ni même voir la télévision. Je travaille beaucoup (depuis le début de la campagne électorale, ndlr). Je me lève tôt, j'ai les affaires de l'Etat à gérer. Je sors, comme vous l'avez vu, dans les wilayas, j'anime des meetings. Et quand je rentre, je reprends

l'activité officielle. Je lis mon courrier officiel. C'est vous dire qu'une fois arrivé au bureau le matin, on me donne l'heure du départ (dans les wilayas, ndlr), puis l'heure d'arrivée et dès mon retour à Alger, je m'occupe des affaires de l'Etat.»

Quant à savoir comment il trouve les wilayas qu'il a visitées, Bouteflika se contentera d'un vague «je trouve qu'il y a eu beaucoup de progrès réalisés ces dix dernières années, et le reste viendra.»

Cela étant, Bouteflika s'est accordé un «petit repos» pour cette journée de dimanche où il ne prévoit aucune activité «électorale».

K. A.

COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE ÉTABLIE À L'ÉTRANGER

Lancement hier du vote pour la présidentielle

Le vote pour l'élection présidentielle a débuté hier pour la communauté algérienne établie à l'étranger. Ils sont 941 455 émigrés inscrits pour ce scrutin.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le ministre des Affaires étrangères, M. Mourad Medelci, accompagné de M. Djamel Ould-Abbès, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté algérienne établie à l'étranger, a visité, hier, la salle des opérations de suivi du déroulement du vote de la communauté algérienne pour l'élection présidentielle.

Les activités de cette structure ont été lancées, hier, juste après le début de l'opération de vote à 8 h du matin,

heure algérienne. Cette structure sera chargée, notamment, du suivi de l'affluence des émigrés algériens au niveau des bureaux de vote jusqu'à jeudi prochain, jour de la clôture du scrutin. Les opérateurs réaliseront deux communications par jour pour le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, la première à midi et la seconde à 17 h, pour une évaluation régulière du taux de participation, a expliqué, hier, M. Hacène Rabhi, directeur général de la communauté algérienne à l'étranger.

L'intervenant précisera que le 9 avril, cinq communications seront établies, et ce, jusqu'à la clôture du scrutin à 19h.

Le nombre d'inscrits au sein de la communauté algérienne établie à l'étranger est de 941 455 votants.

Ces derniers sont dispatchés sur six zones principales. Deux d'entre elles se situent en France, la troisième dans le reste de l'Europe, la quatrième au Maghreb et en Afrique, la cinquième regroupe le Machrek, la sixième l'Asie et l'Amérique.

Le ministre des Affaires étrangères dira, pour sa part, que les premières informations qui parviennent de l'étranger, notamment des régions où la présence de la communauté algérienne est importante, font état d'une participation exceptionnelle.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie algérienne a déclaré que près d'une centaine de journalistes, représentant différents médias étrangers, ont été accrédités pour couvrir l'élection présidentielle.

F.-Z. B.

SITUATION SÉCURITAIRE

L'optimisme de Tounsi

«Le terrorisme est en déclin. Il ne peut survivre dans notre pays», estime le directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi.

Le patron de la Police nationale a fait cette déclaration dans la ville de Zemmouri, dans la wilaya de Boumerdès, à l'issue de la cérémonie d'inauguration d'une unité de la police judiciaire (BMPJ) chargée de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme islamiste.

Selon M. Tounsi, l'Etat a mis d'importants moyens à la disposition de son département, dira-t-il, en précisant que le territoire est désormais couvert à 75%.

Le patron de la DGSN juge les moyens humains et matériels insuffisants si la contribution des citoyens qui, selon lui, est la base de la sécurité, ne suit pas. Il a réitéré à l'occasion, l'appel au renforcement de la vigilance des populations concernant le volet sécuritaire.

L'inauguration de cette unité de Zemmouri est, pour la conjoncture locale, une action d'une grande importance.

Et pour cause, la région de Zemmouri, Si Mustapha, Leghata et Thénia est la zone de prédilection de quelques groupes terroristes encore en activité. Ils sont les plus dangereux du centre de la wilaya de Boumerdès.

Ils constituent l'ossature de la katibat El Arkam du GSPC, classée par les services de sécurité également comme la phalange la plus nuisible pour l'heure.

Par ailleurs, dans la même commune à moins de 5 kilomètres du centre-ville de Zemmouri, l'immense forêt marine de Souichette est pour les services de sécurité une zone de repli des terroristes. Elle est aussi le centre de trafic de sable, voire de débarquement de stupéfiants.

De manière générale, en plus de la BMPJ de Thénia au sud de Zemmouri, de celle de Baghlia à l'est, les policiers de la nouvelle unité renforceront le maillage d'une partie essentielle de la wilaya de Boumerdès.

Ils seront d'un grand secours pour les éléments du BFM (Bataillon des fusiliers marins) de l'ANP en charge de la lutte antiterroriste le long du littoral est de la wilaya de Boumerdès.

Au plan économique, le renforcement de la sécurité de la région balnéaire de Thénia, Zemmouri, Cap-Djenet permettra aux pouvoirs publics de passer à l'étape du développement économique.

La région recèle, en effet, un potentiel immense dans le domaine du tourisme.

Abachi L.